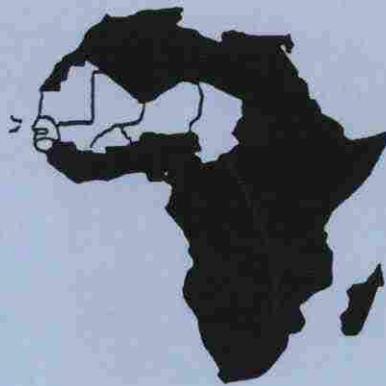


•4171

OCDE/OECD

Organisation de Coopération
et de Développement économiques

Organisation for Economic Co-operation
and Development



CILSS

Comité Permanent Inter-Etats
de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

Permanent Inter-State Committee
for Drought Control in the Sahel

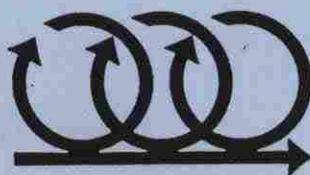
Club du Sahel - ORSTOM - COBEA

Document présenté à la Rencontre sur les interactions
des politiques agro-alimentaires dans le sous-espace ouest,
du 27 au 31 mai 1991 à Bamako



Echanges d'informations, échanges régionaux et sécurité alimentaire

Propositions d'un système d'échanges d'informations
pour le sous-espace "ouest"



Diffusion générale
SAH/D/91/370

Avril 1991



COBEA

Centre d'Observation des Economies Africaines

OBSERVER LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES AFRICAINES À PARTIR DE DEUX THÈMES DE RECHERCHE :

1. LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST :

Pour améliorer l'efficacité de l'aide et diffuser des données pour la prise de décision des bailleurs de fonds et des bénéficiaires des financements.

- Quels sont les orientations, les flux de financement leurs origines et leurs destinations ?
- Quelles sont les stratégies des bailleurs de fonds et des bénéficiaires ?
- Dans quel environnement macroéconomique les pays d'Afrique de l'Ouest évoluent-ils ?

2. LA CONNAISSANCE DES MARCHÉS CÉRÉALIERS AU SAHEL (RÉSEAU COMAC).

Pour renforcer la transparence de l'information des marchés et favoriser le développement des approvisionnements locaux sur des marchés concurrentiels.

- Quelle évaluation peut-on faire des Systèmes d'Informations sur les Marchés céréaliers (SIM) mis en place depuis plus de deux ans en Afrique de l'Ouest ?
- Comment construire un système d'échange d'informations entre les pays du sous-espace d'Afrique de l'ouest qui favorise l'intégration régionale par le marché et la sécurité alimentaire ?

INFORMER LES DÉCIDEURS ET LES CHERCHEURS PAR

- un réseau sur l'aide au développement des pays sahéliens,
- une banque de données bibliographiques,
- une banque de données macroéconomiques.

COLLABORER AVEC DES COMPÉTENCES MULTIPLES :

- * Le COBEA travaille en étroite relation avec le CILSS et le Club du Sahel/OCDE.
- * Des collaborations s'établissent avec Michigan State University (Etats-Unis), l'Institut du Sahel (Bamako, Mali), INRA-Montpellier et l'ORSTOM (France), ainsi que plusieurs Universités et Centres de Recherche en Afrique de l'Ouest sur des programmes de recherche précis.

ORSTOM

Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération
213, rue La Fayette - 75480 PARIS CEDEX 10 - Téléphone (1) 48.03.77.77 Télex ORSTOM 214627F

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE

L'ORSTOM est un établissement public national à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle des Ministères chargés de la Recherche et de la Coopération.

POUR LE DÉVELOPPEMENT

Il a pour mission de conduire des recherches de base finalisées contribuant au développement des régions de la zone intertropicale, en particulier par l'étude des milieux physiques, biologiques et humains de ces pays et par des recherches expérimentales visant à la maîtrise du développement.

EN COOPÉRATION

Ces recherches sont conduites en coopération en fonction des choix scientifiques et technologiques définis en accord avec des partenaires français et étrangers. L'ORSTOM contribue également à la formation à la recherche et par la recherche de spécialistes français et étrangers.

Des champs scientifiques multiples

L'éventail des compétences scientifiques est exceptionnellement vaste : sciences de la terre, sciences de la vie, sciences sociales, sciences de la mer, sciences médicales. Les recherches engagées par l'ORSTOM mettent en scène des disciplines variées : Agronomie, Anthropologie, Biochimie, Biologie fondamentale, Biologie et Physiologie de la production, Botanique, Chimie, Démographie, Ecologie, Economie politique, Épidémiologie des maladies à vecteurs, Géographie, Géologie, Géophysique, Halieutique, Hydrologie, Ichtyologie, Microbiologie, Nutrition, Parasitologie végétale, Pédologie, Physicochimie analytique, Physique, Science des aliments, Sociologie, Techniques de l'expression et de la communication, Traitement des données, Zoologie agricole.

L'ORSTOM dans le monde

Une quarantaine d'implantations réparties en grands centres spécialisés, missions et antennes : FRANCE MÉTROPOLITAINE (Siège, 3 centres spécialisés et 10 implantations), DOM-TOM (6 implantations), AFRIQUE ET OCÉAN INDIEN (18 implantations), AMÉRIQUE LATINE (11 implantations), OCÉAN PACIFIQUE ET ASIE (7 implantations).

Le Club, centre d'études et de documentation sur le Sahel



Le Club réalise de multiples études par appel à des spécialistes ou consultants de haut niveau : il dispose d'informations de première main grâce à des travaux au Sahel et à sa liaison constante avec le Secrétariat Exécutif du CILSS. Il reçoit les publications des agences de coopération et organismes internationaux. L'ensemble représente un fonds de documentation unique sur le Sahel, qui sert au Club et au CILSS, aussi largement diffusé et accessible (360 références réunies durant 13 années par le Club).



Produits et diffusion

Rédigés en français ou anglais et traduits dans l'autre langue :

- Etudes, rapports des consultants et comptes rendus de réunions, sont envoyés aux intéressés.
- "Bulletin d'information" quadrimestriel, diffusé à 1500 destinataires.
- Recueil de tous les documents portant le timbre du Club du Sahel.
- Edition d'ouvrages (Le Sahel face aux futurs, Femmes du Sahel ; etc.).



Diffusion de documents

Exceptés les dossiers en cours, le Club n'assure pas lui-même la diffusion. Cette fonction a été confiée :

en Europe :

CIRAD/CIDARC
Service IST - Avenue du Val de Montferrand - BP 5035
34032 MONTPELLIER CEDEX - Téléphone : (16)67-61-58-00

en Amérique du Nord :

au Centre Sahel - Université Laval (local 0407) - Pavillon Jean-Charles de Koninck - Québec - CANADA GLK7P4 -
Téléphone : 1(418)656-54-48

en Afrique :

au RESADOC - Institut du Sahel - BP 1530
Bamako - Mali - Téléphone : (223)22-21-78

En Asie :

Institut de recherche de JICA
Tokyo
Japon

En outre, le Club a lancé un projet de Réseau documentaire international, sur le Sahel, qui s'appuiera sur les trois pôles géographiques ci-dessus.



Consultation des documents

Dans les centres de diffusion ci-dessus, ainsi qu'à Paris au "Centre de Développement" de l'OCDE (Melle Isabelle Comélis, 94 rue Chardon Lagache, 75016 PARIS - Téléphone : (1) 45-24-84-88) où se trouve le fonds documentaire constitué par le Club depuis 1977.

Une base de données bibliographiques commune a été établie par le Club et ce centre pour améliorer la diffusion de l'information sur le Sahel. Logiciel adopté : système MICRO-ISIIS développé par l'UNESCO et également utilisé par les membres du Réseau international d'information sur le développement.

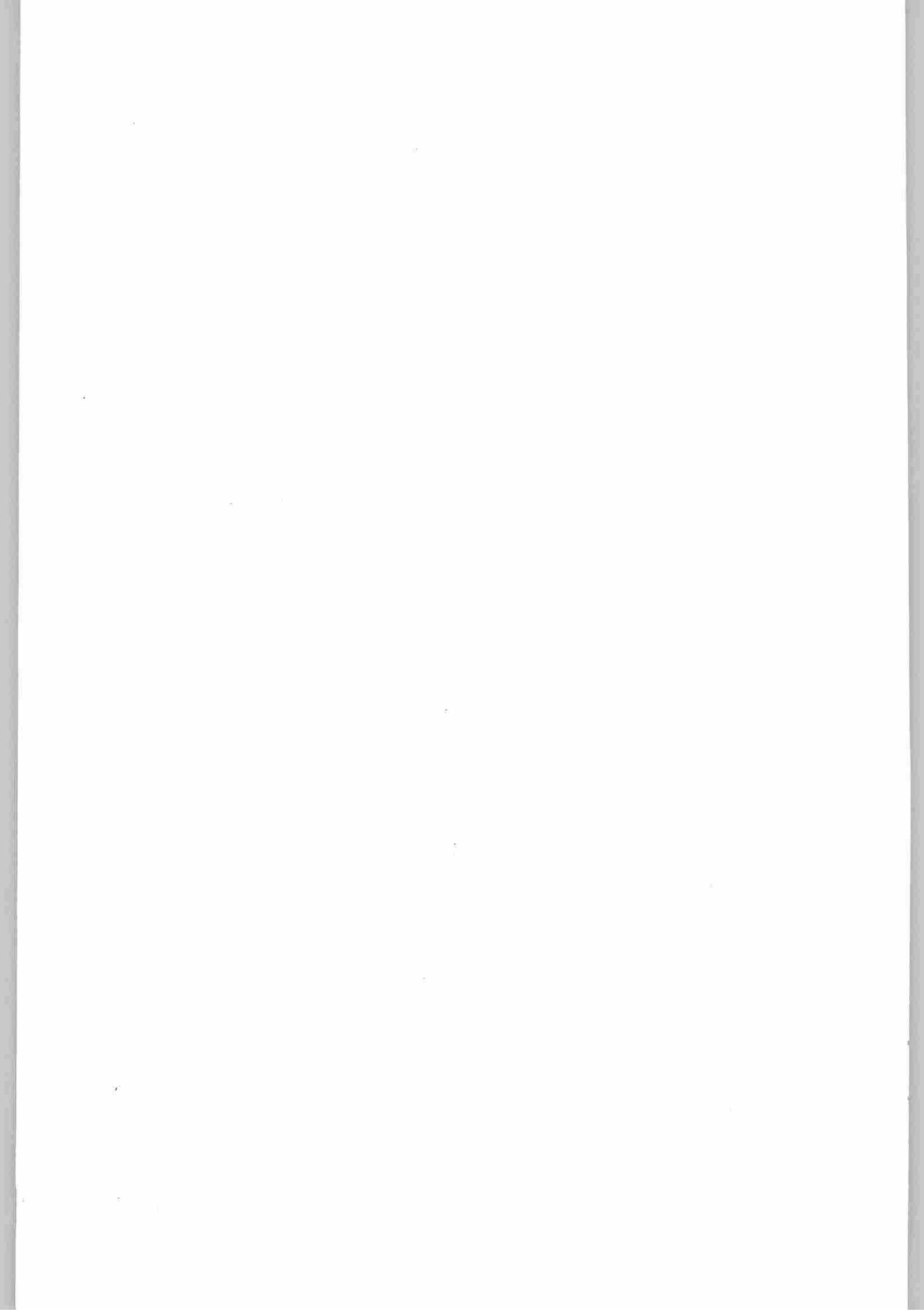
Adresses du Club du Sahel et du CILSS

CLUB du SAHEL - OCDE
2 rue André Pascal
75775 - Paris CEDEX 16

Téléphone : (33)1 45.24.82.00
Télex : F.620160.OCDE Paris
Télécax : (33)1 45.24.90.31

CILSS
B.P. 7049 Ouagadougou
Burkina Faso

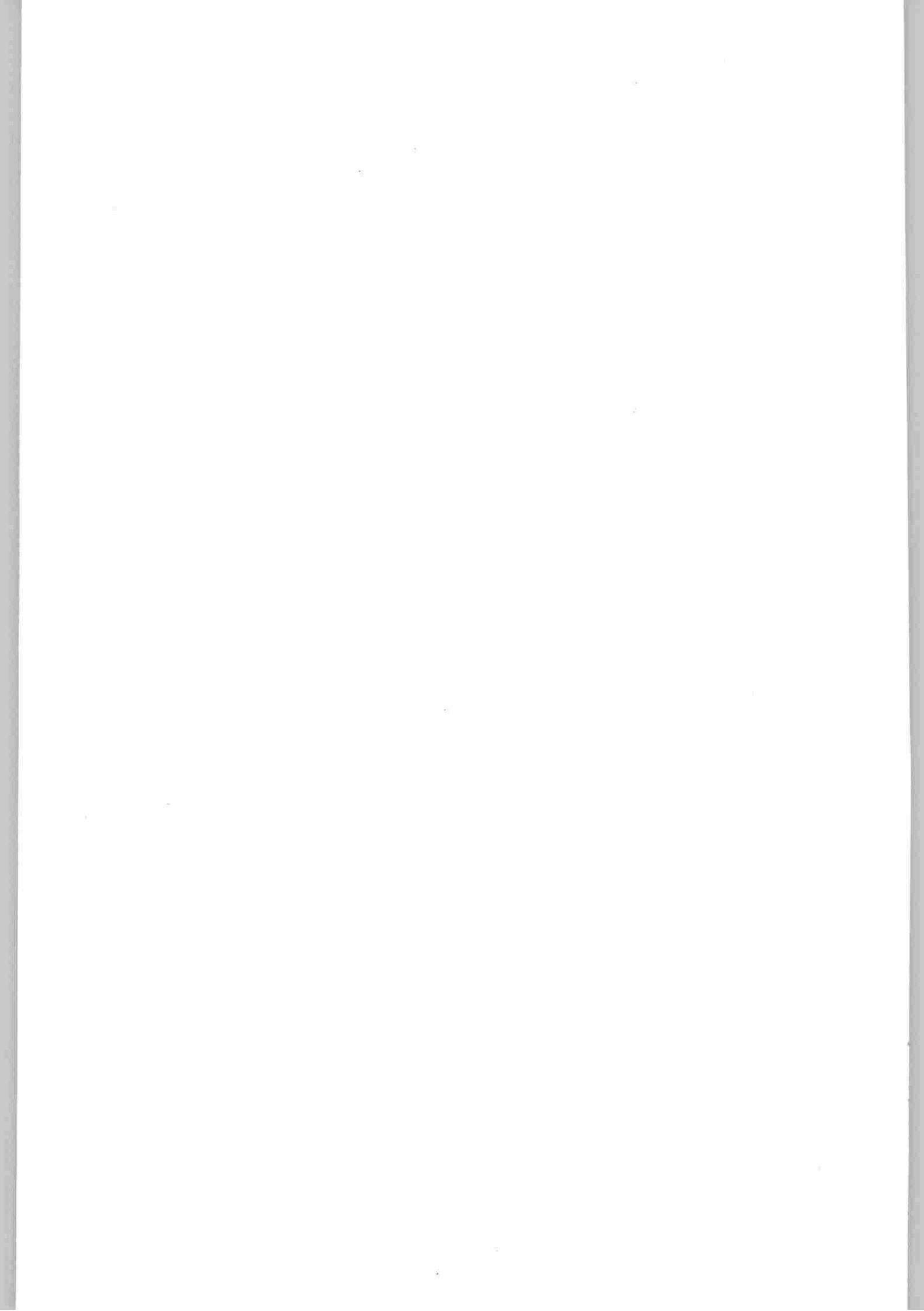
Téléphone : (226)30.67.58
Télex : (226)30.72.47



Les idées exprimées et les faits exposés dans ce compte rendu le sont sous la responsabilité de leur(s) auteur(s) et n'engagent pas nécessairement l'OCDE, le Club du Sahel ou le CILSS

Philippe BONNEFOND, ORSTOM-Paris

Jean-Jacques GABAS, COBEA-Orsay



**ECHANGES D'INFORMATIONS, ECHANGES REGIONAUX ET SECURITE ALIMENTAIRE :
proposition d'un système d'échanges d'informations pour le sous-espace ouest**

- I. Introduction
- II. Les données échangeables
- III. Les besoins des utilisateurs
- IV. Les modes de circulation de l'information
- V. Conclusion
- VI. Annexes par pays
 - VI.1 Gambie
 - VI.2 Guinée-Bissau
 - VI.3 Mali
 - VI.4 Sénégal

I. INTRODUCTION

Le but de cette étude est de favoriser les échanges régionaux pour améliorer la sécurité alimentaire, ceci grâce à un système d'échanges d'informations. Il y a donc à l'origine de ce travail une double hypothèse : d'une part pour améliorer la sécurité alimentaire il faut développer les échanges régionaux (par opposition à un développement soit autarcique soit excentré vers d'autres continents), d'autre part pour développer ces échanges il faut faire circuler l'information entre les pays concernés. Si la première hypothèse est généralement admise, la seconde l'est moins ; pour certains elle reste à prouver et peut même parfois être infirmée. De toute façon l'échange d'informations n'est qu'un des éléments parmi bien d'autres permettant de favoriser les échanges régionaux.

Nous nous situons ici délibérément dans une optique de dynamique et d'intégration régionale des économies africaines du sous-espace ouest à savoir : la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Dans l'état actuel d'avancement de l'étude, la Guinée et la Mauritanie n'ont pas pu encore être étudiées. La présente communication n'a donc été élaborée qu'à partir du cas des quatre autres pays du sous-espace.

L'idée centrale est de mettre en relation les utilisateurs et les producteurs d'informations de différents pays ce qui implique l'interconnexion de la partie des systèmes nationaux d'informations présentant un intérêt régional. Cet objectif est ambitieux dans la mesure où nous avons pu nous apercevoir de la déficience de la circulation de l'information au sein de chaque pays (cloisonnement entre les services, rétention de l'information,...).

Par ailleurs, les échanges d'informations sont difficiles (voir inutiles ?) quand celles-ci sont d'une qualité douteuse. Ceci implique par conséquent de mener parallèlement une politique dynamique d'amélioration des systèmes de données dans tous les pays concernés. Une autre difficulté tient au contexte de politique économique dans les pays du sous-espace : la libéralisation du "marché des céréales" rend son suivi délicat et pas toujours voulu par les autorités politiques et par certains opérateurs économiques.

Nous verrons dans les paragraphes suivants que les informations circulent déjà souvent de manière "informelle" entre les commerçants notamment, entre personnes appartenant à des administrations différentes sur une base non régulière, par l'intermédiaire d'organisations régionales (CILSS/DIAPER) ou encore par l'organisation de rencontres régionales comme celles de l'ECDPM.

Nous aborderons successivement dans cette communication les données échangeables, les besoins des utilisateurs et les modes de circulation de l'information.

II. LES DONNEES ECHANGEABLES

C'est à partir du diagnostic de fonctionnement du sous-espace ouest mené par l'équipe IRAM-INRA-UNB que nous avons construit une série d'indicateurs qu'il serait utile d'échanger au niveau régional. Le marché régional s'appuie essentiellement sur trois grands "déterminants" : ceux liés à la production, ceux liés au marché et enfin ceux liés aux politiques économiques.

Nous avons recensé seize types d'informations qu'il serait utile d'échanger au niveau régional. Certes, elles n'ont pas toutes le même degré de priorité ni la même fiabilité ou encore disponibilité :

1. Alerte précoce
2. Production végétale
3. Production animale
4. Coûts de production
5. Stocks, approvisionnement
6. Population
7. Consommation humaine, pouvoir d'achat
8. Prix intérieurs
9. Prix internationaux
10. Taux de change
11. Commerce extérieur
12. Commercialisation
13. Transports
14. Transformation
15. Bilan céréalier
16. Politiques

Chacune de ces données est analysée dans les rapports par pays fournis en annexe.

Les systèmes d'*alerte précoce* sont inégalement développés au sein du sous-espace. Le Mali dispose d'un système étoffé qui fonctionne bien alors que les trois autres pays ne disposent d'aucun système comparable; il y a des informations prévisionnelles sur l'état des récoltes mais il n'existe pas au sens réel du terme de SAP.

Ce sont manifestement les données sur la **production végétale et animale** qui ont bénéficié du plus grand soutien tant des aides extérieures que des administrations nationales. Dans les quatre pays étudiés du sous-espace, les statistiques de production sont suivies tant au niveau national que régional (cf tableau suivant). Malgré tous les efforts entrepris il subsiste encore bien des lacunes dans l'évaluation de la production : différences sensibles entre résultats de recensements agricoles et enquêtes agricoles, sources différentes au sein d'un même pays pour l'évaluation de la production (tant au niveau prévisionnel que définitif),... Notons enfin une dimension qui a toute son importance : les chiffres de production et plus fondamentalement ceux du bilan céréalier sont dans tous les pays soumis, avant publication, au contrôle du pouvoir politique, où les critères scientifiques d'évaluation des récoltes ne sont pas dominants. Actuellement l'échange d'informations au niveau régional dans ce domaine se fait grâce aux

Données :

PRODUCTION

PAYS	NATURE DE LA DONNÉE	PRODUITS	SOURCE	TYPE	NIVEAU AGGRÉGATION	DISPONIBILITÉ	DIFFUSION RÉGIONALE	PÉRIODICITÉ	DIVERS
GAMBIE	superficies production rendements	mil sorgho riz arachides commercial.	PPMU GPMB	P P	pour les six régions et national	Rapport annuel suite au NASS	via DIAPER		aide de DIAPER Aide USAID Les données sont approuvées par "Cabinet Committee on drought relief"
GUINEE - BISSAU	superficies productions rendements	riz maïs mil sorgho fonio	GAPLA	P	pour chacune des régions et national	rapport annuel suite enquête agricole Recensement FAO en 1990	via DIAPER		aide de DIAPER Les données sont approuvées par le BPSA
MALI	superficies productions rendements	tous les produits	DNA DNSI BCEAO	P P S	cercle régional, national national	rapport annuel suite enquête agricole rapport éco. mensuel	via DIAPER		aide de DIAPER en 1990/91 existe encore deux données de production
SENEGAL	superficies productions rendements	tous les produits	DISA	P	tous les niveaux	rapport annuel	via DIAPER		aide de DIAPER

rapports annuels du projet DIAPER sur les résultats des campagnes agricoles. Les administrations chargées de la sécurité alimentaire n'échangent actuellement aucune information entre elles.

Les coûts de production ne sont pas systématiquement suivis dans les quatre pays. Les projets de développement ont une certaine "idée" de la structure des coûts mais il n'y a pas, à l'exception du Sénégal (à l'ISRA pour les besoins de la recherche) et, dans une moindre mesure depuis la libéralisation, au Mali (à l'IER), de suivi des coûts de production. L'arrêt des politiques dirigistes de fixation des prix au producteur n'incite pas à suivre les coûts de production.

C'est dans le domaine des **stocks des paysans, des commerçants et des organismes publics** que les informations sont les plus sujettes à caution. Il y a dans ce domaine un manque de centralisation de l'information alors que plusieurs acteurs interviennent dans la commercialisation. Concernant l'état d'approvisionnement du marché en céréales c'est là encore une lacune importante mais difficile à combler : les prix sont plus ou moins bien suivis sur les marchés (cf. paragraphes suivants), mais la disponibilité des produits céréaliers sur les marchés n'est pas suivi. On ne connaît ni les quantités échangées sur un marché ni les volumes potentiellement échangeables sur ce marché.

Les données concernant la **population** sont obtenues à partir des recensements (peu fréquents), et des estimations de la population agricole tirées chaque année de l'enquête agricole. Mais les migrations inter-régionales sont mal connues et l'état de la population par région à un moment donné est difficile à estimer. Il s'en suit que le croisement des données "population" et "production" est encore aléatoire pour déterminer les zones excédentaires et déficitaires.

Les **prix intérieurs** tant à la production qu'à la consommation sont diversement suivis selon les pays. Le Mali et le Sénégal ont une grande expérience que ne possèdent pas la Gambie ou encore la Guinée Bissau. Dans ces deux derniers pays il n'y a pas de système d'information sur les marchés (SIM). Le tableau suivant synthétise l'information prix dans chacun des pays : il est frappant de constater au Mali et au Sénégal la multiplicité des sources d'information chacune répondant à une demande plus ou moins ciblée. Toutefois il y a une très forte demande en conseils méthodologiques pour l'établissement de SIM. Les **prix à l'importation** ne font pas l'objet d'un suivi systématique.

Du fait de l'alignement progressif du **taux de change** officiel sur le taux parallèle la collecte de l'information n'est plus devenue une opération difficile. En Guinée-Bissau et en Gambie le change hors système bancaire est "institutionnalisé" et tout acteur économique connaît le taux de change. Observons toutefois que si le taux de change est un déterminant important aux échanges, il semble que dans quelques années la masse de CFA qui circulera hors du système bancaire sera aussi un facteur déterminant.

Le tableau suivant sur le **commerce extérieur** synthétise les sources d'informations. Toutes les personnes rencontrées ont manifesté leur souhait de "voir plus clair" dans les échanges informels entre Gambie-Sénégal, Guinée-Bissau-Sénégal, Guinée-Bissau-Guinée, et Mali-Sénégal. Toutefois, en Gambie et en Guinée-Bissau il semble que cette demande d'information soit davantage celle de ministères ou organismes techniques que de décideurs politiques.

Données :

COMMERCE EXTERIEUR

PAYS	NATURE DE LA DONNÉE	Produits	Source	Typ	Niveau agrégation	Disponibilité	Diffusion	Périodicité	Divers
GAMBIE	Importations	Tous produits	MTIE	P	national	disponible	Interne		statistiques des douanes
	Exportations	produits principaux	MTIE	P	national	disponible	Interne	estimations annuelles	
	Réexportations		GPMB GCU	P	(n° de ventes)	disponible	Interne		
	Exportations	arachide							
	Aide alimentaire	tous produits	PAM	P	national et projets	disponible	Interfaçais	mensuelle	
GUINEE - BISSAU	Importations	tous produits	Minist. commerce	P	national	disponible	non	base de données non publiée	existe aussi stat sur commerce régional CDEAO.
	Exportations		AdP Commerçants	P	national		non	par enquête	
	Importations	céréales	BPSA	S	national	disponible	restreinte	bilan alimentaire	Données croisées avec celles B. Cent. et Cen.1.
	Aide alimentaire	céréales	BPSA	S	national	disponible	restreinte	par le CIS	enquêtes auprès des donateurs
	Importations	tous produits	Banque Centrale	S	national	disponible	restreinte	par la Banque centrale	suivi dans le cadre du PAS.
MALI	Importations	Tous produits nom. CDEAO	DNSI-douanes	P	national	disponible	oui	mensuel/annuel	utilisation de SYDONIA beaucoup de retard dans les publications
	Exportations								
	Importations	Tous produits	DNAE	P	national	disponible	oui	diffusion mensuelle restreinte	Système IMEX (à partir des intentions des opérateurs).
	Exportations		BCEAO	S	national	confidentiel	Interne		utilisées par la comptabilité nat.
	Importations	Exportations							

PAYS	NATURE DE LA DONNÉE	Produits	Source	Type	Niveau agrégation	Disponibilité	Diffusion	Périodicité	Divers
MALI (suite)	Exportations animaux	DNE	P	national	disponible	oui	rapport annuel		
	Exportations animaux	OMBEVI	P	national	disponible	oui	rapport annuel		
	Aide alimentaire tous produits	PAM	P	national	disponible	oui	Interfais		
SENEGAL	Importations tous produits	Direction Stat./Pév. Douanes	P	national	disponible	oui	rapport annuel	logiciel GAINDE	
	Exportations riz	CPS	P	national	disponible	non	base de données		
	Importations Aide alim. PL480 blé								
	Importations tous produits	PAD	P	national	disponible	oui	états mensuels stat.		
	Exportations céréales	CSA	P	national	disponible	non	semest/annuelles		
	Importations commer. et aide alimentaire tous produits	FCCAA	P	national	disponible	oui	rapports du FCCAA		
	Aide alimentaire tous produits	PAM	P	national et par projets.	disponible	oui	rapports PAM		
	Importations Exportations animaux, viande \$	Direction de l'Elevage	P	national	disponible	oui	rapport annuel	distinguer commerce et transhumance	

Données :

PRIX

PAYS	NATURE DE LA DONNÉE	PRODUITS	SOURCE	TYPE	NIVEAU AGGRÉGATION	DISPONIBILITÉ	DIFFUSION	PÉRIODICITÉ	DIVERS
GAMBIE	prix nationaux	Mais, riz entier et brisé. Mil sorgho arachides déc.	PPMU depuis 1990 enquête NASS	P par marché	base mensuelle		mensuelle hebdomadaire	prix de détail du riz importé prix au producteur marché de collecte Pas d'estim. des quantités échangées.	
prix internationaux	Riz Arachides	MTIE GPMB	P S national national	pas disponible pas disponible	non non	annuelle pas systém.	Hebdomadaire	La dernière analyse faite par PPMI/J/1986. "The Public Ledger"	
GUINÉE - BISSAU	prix nationaux à la consommation	Mais, riz local et imp., mil, sorgho, blé, manioc.	GAPLA depuis mars 1991	P	BISSAU	en avril 1991	non	mensuelle	L'enquête prix nationale menée en 1990 a été arrêtée.
prix nationaux à la production	Toutes céréales sauf le riz importé	Secrét PLAN depuis 08/90	P	marché régional marchés des secteurs	disponible	non	trimestre	projet USAID	
prix internation.	Tous produits	Ministère Commerce	S		disponible	non		base de données existe non exploitée.	
MALI	prix nationaux à la consommation et à la production	Toutes céréales	SIM	P 58 marchés	disponible	oui	hebdomadaire bi-mensuel, mens., semes., annuel	bulletin SAP mensuel	Les prix SIM (rellevés) et SAP (déclarés) sont différents
prix nationaux à la production	mil, riz chèvre	SAP	P 168 arrondiss.	disponible	oui		bulletin prix mensuel	publication tardive	
prix consommation	principaux produits consommés	DNSI	P Bamako et certaines capitales régionales	disponible	oui	bulletin prix mensuel			

PAYS	NATURE DE LA DONNÉE	PRODUITS	SOURCE	TYPE	NIVEAU AGGRÉGATION	DISPONIBILITÉ	DIFFUSION	PÉIODICITÉ	DIVERS
MALI (suite)	prix production	principaux produits agr.	DNSI-DNA	P	enquête agricole aide DIAPER	disponible	oui	rapport annuel	publication tardive
	prix nationaux consommation	produits alim.	DNAE	P	certaines villes	disponible	oui	bulletin chambre de commerce	Il s'agit de prix courants (différents des prix moyens du SIM).
	prix nationaux à la production	bétail	DNE	P	16 gros marchés	disponible	oui	flash hebdom. rapport annuel	enquêtes réalisées dans le cadre du SAP
	prix nationaux à la production et à la consommation	animaux sur pieds et viandes	OMBEN	P	20 gros marchés	disponible	oui	communiqué radio TV/hebdom. rapport mensuel/annuel	appui FAO
	prix nationaux à la production et à la consommation								
	prix nationaux à la production et à la consommation	principaux produits végétaux	SIM	P	40 marchés représentatifs (aisonné).	disponible	oui	hebdo/mensuel	
SENEGAL	prix nationaux à la consommation	riz	CPSP	P	marchés à DAKAR	disponible	non	pas de publication	
	prix nationaux à la consommation	animaux et viandes	Direction de l'Elevage	P	choix raisonné	disponible	oui	hebdo/mensuel	aide DIAPER.
	prix nationaux à la production et à la consommation	produits alimentaires	Direction Stat./Prév.	P	Dakar	disponible	oui	bulletin bimest.	relevés quotidiens
	prix internationaux aviculture	aviculture	Direction de l'Elevage	P		disponible		hebdo/mensuel	prix CAF DAKAR.
	prix internationaux	tous produits	Services de la Valeur des Douanes Dir. Enquête douanières	P	Dakar	disponible	non	pas de publication	

Données :

PAYS	NATURE DE LA DONNÉE	PRODUITS	SOURCE	TYPE	NIVEAU AGGRÉGATION	BILAN CÉREALIER		PÉRIODICITÉ	DIVERS
						DISPONIBILITÉ	DIFFUSION		
GAMBIE	Bilan prévisionnel et définitif	toutes céréales	PPMU-NDRC	P/S	national	disponible	oui	annuel	diffusion via DIAPER
GUINÉE - BISSAU	Bilan ex-post	toutes céréales	BPSA-CISA	S	national, pas rég.	disponible	restreinte	rapport annuel	diffusion via DIAPER
MALI	Bilan prévisionnel	toutes céréales	CNAUR	S	national et non rég.	disponible	oui	rapport de campagne en novembre	diffusé au plan régional par DIAPER
	Bilan ex-post	toutes céréales	CNAUR	S	national et non régional	disponible	oui	rapport ex-post en avril	diffusé au plan régional par DIAPER
SENEGAL	Bilan ex-post	toutes céréales	Comité de suivi sécurité alimentaire	S	national, pas régional	disponible	oui	Rapport annuel Direction de l'Agriculture	Comité présidé par la Direction de l'agriculture diffusion via DIAPER

III. LES BESOINS DES UTILISATEURS

Dans un pays donné les utilisateurs actuels ou potentiels des données concernant les pays voisins sont les opérateurs économiques et les décideurs. Il est possible de les regrouper en six catégories :

- les producteurs (groupements de producteurs, banques de céréales, ...)
- les commerçants (y compris les Chambres de Commerce,...)
- les administrations chargées de la sécurité alimentaire (offices céréaliers, institutions élaborant les politiques, caisses de stabilisation,...)
- les administrations économiques et statistiques (services statistiques, services techniques,...)
- les autres administrations publiques
- les bailleurs de fonds.

Ces différents types d'utilisateurs (qui sont souvent également producteurs de données) ont exprimé au cours de nos entretiens un certain nombre de besoins d'information soit pour eux-mêmes, soit pour d'autres utilisateurs. Pour chacun des pays visités ces besoins ont été indiqués dans le tableau ci-joint pour chaque catégorie d'utilisateurs.

Au vu de ce tableau il apparaît un certain nombre de besoins prioritaires d'informations sur les pays voisins que l'on peut classer ainsi par ordre décroissant d'importance :

- **Prix**
 - stocks } disponibilités (quantités)
 - flux (localisation, qualités, variétés)
- **production** : alerte précoce, prévision des récoltes
- **règlementation** : formalités, conditions commerciales,
~~interétatiques~~ de paiement, opérateurs économiques, accords
- **transport** : conditions, coûts, état des pistes
- **importations, exportations, réexportations**, aide alimentaire
- **bilan alimentaire et/ou céréalier**
- **méthodologies** : expériences, contacts

Besoins d'informations/Type d'utilisateurs/pays

Type d'utilisateurs/Pays	MALI	SENEGAL	GAMBIE	GUINEE-BISSAU
Producteurs	- Prix	- Prix	- Prix Intrants (prix, disponibilités) Crédit (coût)	- Prix
Commerçants	- Prix - Quantités - Stocks - Qualité - Variété	- Besoins - Localisation - Mode de paiement - Etat des pistes	- Production - Quantités - Stocks - Qualité - Zones excédentaires, déficitaires	- Prix (différentiel) - Disponibilité - Réglementation douanière - Transport (coût)
Administrations chargées de la sécurité alimentaire	- Prix - Opérateurs économiques - Situation alimentaire - Stocks	- Alertes précoce - Production - Conditions - Réglementation	- Disponibilité - Importations - Exportations - Méthodologie	- Expériences - Méthodologie - Prix (production et consommation) - Bilan alimentaire
Administrations économiques et statistiques	- Prévision de récolte - Alertes (déficit, excédent) - Production - Importations, exportations	- Prix - Production détaillée - Stocks - Intrants (consommation)	- Localisation des excédents disponibles	- Prix (production et consommation) - Bilan alimentaire - Transport (coût) - Informations/filière
Autres administrations publiques				- Prix (production et consommation) - Production - Réexportation - Réglementation - Contacts
Bailleurs de fonds	- Production - Aide alimentaire - Stocks - Bilan céréalier	- Prix - Stocks - Consommation - Bilans céréaliers - Flux (origine, destination) - Aide alimentaire - Disponibilités - Prévisions de récolte - Production	- Importations - Réexportation (destination) - Bilan alimentaire	

- zones excédentaires et déficitaires, situation alimentaire, besoins
- intrants (prix et disponibilité accès au crédit)
- consommation céréalière humaine
- informations par filière (arachide, céréales)

Il convient de souligner qu'il y a une demande très importante pour mieux connaître la situation en matière de prix (consommation, production) et de quantités (flux et stocks) dans les pays voisins.

Les besoins d'informations (fiables, opportunes, centralisées, élaborées et disponibles au bon moment) exprimés sont beaucoup plus du domaine du conjoncturel que du structurel. Il s'agit d'obtenir rapidement les données nécessaires (précises, détaillées et désagrégées) à la prise de décision.

Si l'on rapproche les besoins d'informations exprimés des différents champs de données tels qu'ils ont été présentés ci-dessus, il apparaît qu'il faut mettre l'accent par ordre décroissant d'importance, sur :

- les prix intérieurs,
- les stocks et l'approvisionnement
- la production végétale et l'alerte précoce,
- les politiques et la réglementation,
- les transports et la commercialisation,
- le commerce extérieur,
- le bilan céréalier.

Il peut paraître surprenant de voir le bilan céréalier comme un des besoins d'information les moins importants. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que celui-ci est déjà diffusé par le projet DIAPER, mais plus fondamentalement par le fait que le bilan ne constitue pas actuellement au niveau des échanges régionaux un véritable outil de prise de décision et ce pour plusieurs raisons : vision statique de la situation alimentaire, cumul des incertitudes sur les différents postes, absence de bilans désagrégés au niveau de chaque pays,...

IV. LES MODES DE CIRCULATION DE L'INFORMATION

Pour autant qu'on en admet l'importance on se doit de constater un déficit certain de circulation de l'information entre les pays de la sous-région, même si certains échanges existent déjà. Améliorer ou créer ces flux d'informations au niveau régional implique nécessairement (préalablement ?) de le faire aussi au niveau national où le même type de besoin existe.

Nous avons indiqué dans la partie précédente quelles données il convenait prioritairement de faire circuler. Il s'agit maintenant de voir de quelle manière il est possible de mettre en oeuvre concrètement cet échange d'informations (types de médias et organisation des échanges).

On trouvera dans un premier tableau la périodicité qui nous semble souhaitable d'adopter pour la diffusion de l'information au niveau régional selon le champ de données et le type d'utilisateurs. Selon les cas, cinq périodicités peuvent être envisagées : hebdomadaire, mensuel, trimestriel, semestriel, ou annuel. Lorsque rien n'est indiqué cela signifie que le type d'utilisateurs n'est pas directement concerné par les données de certains champs.

A partir de là, un second tableau a été élaboré qui indique au croisement de la donnée et de l'utilisateur le média de support et de transfert de l'information que l'on peut envisager, à savoir : radio, journal, fax, telex, modem, bulletin ou rapport.

Dans ces deux tableaux les champs de données qu'il convient de privilégier (cf. partie précédente) ont été indiqués en gras. Si l'on veut également faire un choix parmi les types d'utilisateurs on peut considérer que les "autres administrations publiques" ne constituent pas dans un premier temps un utilisateur prioritaire ; cette colonne ne comporte donc pas d'inscription en gras.

On peut imaginer deux types de circulation de l'information : soit un système centralisé où un organisme national collecte l'information disponible et la répercute sur l'étranger, soit un système éclaté où chaque institution est chargée elle-même de diffuser auprès des utilisateurs étrangers les données qu'elle produit. Notre préférence va plutôt vers cette seconde solution qui nous paraît plus souple et plus rapide mais cela nécessitera certainement l'existence d'un "aiguillon" national chargé de relancer sans cesse le processus d'échange.

Dans le cadre de cette dernière hypothèse nous avons indiqué dans le tableau ci-joint les liaisons qu'il convenait de favoriser entre producteurs d'un même type de données dans les différents pays. Mais ce tableau permet également aux utilisateurs de savoir à qui s'adresser dans chaque pays pour obtenir les données qu'ils recherchent.

Pour diffuser les informations comme nous le proposons, différents supports lorsqu'ils sont nécessaires, peuvent être envisagés. Nous pensons d'une part qu'il est préférable de ne pas concentrer les supports d'échange d'informations, d'autre part qu'il faut privilégier les supports déjà existant plutôt que d'en créer de nouveaux. Ceci étant, les suggestions suivantes nous ont été faites par nos interlocuteurs :

Les liaisons à favoriser entre producteurs de données Institutions/données produites/pays

Données/Pays	MALI	SENEGAL	GAMBIE	GUINÉE-BISSAU
1 Alerte précoce	SAP FEWS	(SAP), USAID SARFAO, Météonat	DAP, P.V., CSA CSC, CSICA	GAPLA-MDR BPSA-CISA (Secrétariat Plan)
2 Production végétale	DNSI-DNA BCEAO	DISA BCEAO	PPMU Cab. Comm. on Dr. R.	GAPLA-MDR BPSA-CISA (Secrétariat Plan)
3 Production animale	DNE, OMBEV CILSS	Dir. de l'Elevage, SERAS CILSS	Dir. de l'Elevage CILSS	CILSS
4 Coûts de production	IER CILSS (84/85)	I.SRA CILSS (84/85)	CILSS (84/85) - PPMU (> 86)	GAPLA BPSA
5 Stocks, approvisionnement	DNSI-DNA OPAM, DNAE CNAUR	PRMC	DISA CSA CPSP	PPMU
6 Population	DNSI, ONE	Dir. de la Statistique	PPMU	GAPLA-MDR
7 Consommation, pouvoir d'achat	DNSI, DNSI-DNA IER, DNE	Dir. de la Stat. Dir. de l'Elevage	CSA	M. Santé
8 Prix intérieurs	SIM, SAP DNSI, DNSI-DNA	SIM Dir. de la Stat	CPSP Dir. de l'Elevage	Dir. Stat Agr. Secrétariat Plan GAPLA-MDR
9 Prix internationaux	SGS, M.T., (GTZ)	M.T., (GTZ), Douanes	MTIE	PPMU, GPMB
10 Taux de change	BCEAO FMI	BCEAO CCAO FMI	Banque Centrale CCAO, Ch. Com. et Ind. FMI	Banque Centrale CCAO FMI
11 Commerce extérieur	DNSI-Douanes DNAE BCEAO SGS	DNE, OMBEVI BAD	Doaunes - Dir. de la Stat. CPSP CSA FOCCA	MTIE GPMB GLU PAM
12 Commercialisation	OSRP, OPAM DNE	CSA Dir. de la Stat	Ch. de Com.	M. du Com. — Dir. Com. int. Dir. Stat. Agr. (Plan)
13 Transport	RCFM, ONT, DNSI		Ch. de Com.	
14 Transformation	Meunier	ITA, GMD, M. Sentenac	PPMU	BPSA-CISA
15 Bilan alimentaire	CNAUR	C.S.S.A ORANA	Cab. Com. on Dr. R.	
16 Politiques	PRMC, COC OSRP, DNAE	OPAM, CNAUR CESA	PPMU MTIE	Sv. du Bg (MEF) M. du Com. Banque Centrale – Sv. Etudes

MEDIAS ENVISAGEABLES POUR DIFFUSER L'INFORMATION

DONNEES	PRODUCTEURS	COMMERCANTS	ADM. SEC. ALIMENTAIRE	ADM. ÉCO ET STAT.	AUTRES ADM. PUBLIQUES	BAILLEURS DE FONDS
ALERTE PRECOCE	radio, journal	radio, journal	fax, bulletin	bulletin	rapport	fax, bulletin
PRODUCTION VEG.	radio, journal	bulletin	rapport	rapport	rapport	rapport
PRODUCTION AN.	radio, journal	bulletin	rapport	rapport	rapport	rapport
COUTS DE PRODUC.			rapport	rapport	rapport	rapport
STOCKS, APPROV.		bulletin	bulletin	bulletin	rapport	bulletin
POPULATION			rapport	rapport	rapport	rapport
CONSOMMATION, PV ACHAT		bulletin	bulletin	bulletin	rapport	bulletin
PRIX INTERIEURS	radio	radio, journal	fax, telex, modem	fax, telex, modem	bulletin	fax, telex, modem
PRIX INTERNATIONAUX	radio, journal	radio, journal	fax, telex, modem	fax, telex, modem	bulletin	fax, telex, modem
TAUX DE CHANGE		journal	fax, telex, modem	fax, telex, modem	bulletin	fax, telex, modem
COMMERCE EXTERIEUR	journal	bulletin	bulletin	bulletin	bulletin	bulletin
COMMERCIALISATION	journal	bulletin	bulletin	bulletin	rapport	bulletin
TRANSPORTS	journal	bulletin	bulletin	rapport	rapport	bulletin
TRANSFORMATION		bulletin	rapport			rapport
BILAN CEREALIER	radio, journal	bulletin	bulletin	bulletin	bulletin	bulletin
POLITIQUES, REGLEMENTATIONS	radio, journal	bulletin	bulletin	bulletin	rapport	bulletin

PÉIODICITÉ SOUHAITABLE DE DIFFUSION DE L'INFORMATION AU NIVEAU RÉGIONAL

BAILLEURS DE FONDS	AUTRES ADM. PUBLIQUES	ADM. ÉCO ET STAT.	ADM. SEC. ALIMENTAIRE	COMMERCANTS	PRODUCTEURS	DONNEES
mensuelle	annuelle	annuelle	trimestrielle	mensuelle	annuelle	ANERTE PRECOCE
annuelle	mensuelle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	PRODUCTION VEGETALE
annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	PRODUCTION ANIMALE
annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	COUTS DE PRODUC.
hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	STOCKS, APPROV.
annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	POPULATION
mensuelle	trimestrielle	mensuelle	trimestrielle	mensuelle	mensuelle	CONSOMMATION,PV ACHAT
hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	PRIX INTERIEURS
trimestrielle	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	PRIX INTERNATIONAUX
trimestrielle	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire	TAUX DE CHANGE
trimestrielle	mensuelle	mensuelle	mensuelle	mensuelle	mensuelle	COMMERCE EXTERIEUR
trimestrielle	mensuelle	mensuelle	mensuelle	mensuelle	mensuelle	COMMERCIALISATION
annuelle	mensuelle	mensuelle	annuelle	annuelle	annuelle	TRANSPORTS
	annuelle	annuelle				TRANSFORMATION
semestrielle	semestrielle	semestrielle				BILAN CEREALIER
semestrielle	semestrielle	semestrielle				POLTIQUES, REGLEMENTATIONS

- radio et télévision : radiodiffuser les communiqués nationaux des pays voisins (mais problème de langue ?),
- utiliser les bulletins des Chambres de Commerce,
- passer par l'association des Chambres de Commerce de l'Afrique de l'Ouest (zone CDEAO),
- utiliser le canal des SIM (prix, quantité, qualité, variété,...), le logiciel EMA et la transmission par modem,
- créer un réseau opérationnel,
- favoriser les réunions et les rencontres entre utilisateurs et producteurs de données,
- créer des cellules d'information commerciale,
- créer un système d'information régional avec un bulletin économique régional,
- utiliser le circuit des réseaux informels (commerçants),
- utiliser le CILSS et ses bulletins,
- utiliser la cellule CINERGIE auprès de la BAD à Abidjan (information réciproque sahel-pays côtiers),
- passer par les bailleurs de fonds et le Club du Sahel,
- utiliser la FAO et ses moyens de diffusion (risque d'un système trop éloigné des pays sahéliens),

Face aux demandeurs actuels ou potentiels d'informations l'important est de faire une première offre et ensuite d'en discuter pour mettre progressivement au point différents modes de diffusion des données disponibles puis à créer.

V. CONCLUSION

Au terme de cette communication, il nous semble que pour "rendre le marché régional transparent et accroître les échanges céréaliers" quelques axes prioritaires se dessinent :

- il est nécessaire dans un premier temps de se focaliser sur l'amélioration de la collecte de quelques données, en particulier les prix et les quantités disponibles sur les marchés ;

- l'information à construire doit être synthétique et conjoncturelle plutôt que sous forme de volumineux rapports rétrospectifs ;

- les échanges d'informations se feront davantage sous une forme éclatée entre acteurs économiques de même nature. L'échange d'information via une instance régionale voir nationale risque d'allonger les délais de transmission. Toutefois il n'y aura transmission d'informations que s'il y a véritablement échanges, c'est-à-dire que ceux qui fournissent de l'information en reçoivent également. Cela devrait poser d'autant moins de problèmes que les producteurs et les utilisateurs de données sont souvent les mêmes institutions. Cette circulation de l'information entre acteurs économiques ou institutions ne se fera pas nécessairement d'elle-même. Il faudra trouver un moyen au niveau de chaque pays pour stimuler les échanges d'informations.

- la circulation de l'information tant au plan national que bilatéral et régional nécessite une totale transparence de celle-ci. Cette transparence peut-être favorisée par la tendance actuelle à davantage de démocratie.

- la coordination des différentes sources d'informations est indispensable pour éclairer les utilisateurs.

- la pérennisation et l'harmonisation des méthodes nécessite un effort de formation des personnels locaux plutôt que l'envoi d'une assistance technique qui se substitue encore trop fréquemment aux cadres locaux.

